

“Une part d’arbitraire chez les décideurs”

■ **Marcourt (PS) justifie la composition des exécutifs wallon et communautaire.**

Entretien **Antoine Clevers** et **Pierre-François Lovens**

Il débarque, souriant, juste après sa prestation de serment. L’homme était cité pour prendre les rênes du gouvernement wallon. Il reçoit finalement des compétences largement renforcées par rapport à la dernière législature. En Wallonie, Jean-Claude Marcourt (PS) sera vice-Président, en charge de l’Economie, l’Industrie, l’Innovation et le Numérique. A la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB ou Communauté française), il sera également le n°2 et gèrera l’Enseignement supérieur, la Recherche et les Médias.

Jean-Claude Marcourt, pas trop déçu de ne pas être ministre-Président wallon ?

Pas du tout. Je n’ai jamais exprimé le souhait de devenir ministre-Président, même si on me le prêtait. Mon souhait est de réformer la Wallonie.

N’auriez-vous pas voulu franchir une étape supplémentaire, sept ans après avoir pris vos fonctions de ministre de l’Economie ?

Pas quand on vous propose de conserver l’intégralité de vos compétences et qu’on y ajoute la Recherche et les Médias. On me demande d’ailleurs comment je vais faire... C’est une immense reconnaissance. Et je le précise tout de suite: je suis heureux de travailler avec Rudy Demotte à la Fédération et avec Paul Magnette à la Région.

A vous entendre, vous auriez même trop de compétences...

Moi, je n’en ai jamais trop. Et si on m’en avait donné plus, je les aurais prises.

Ça tranche avec d’autres portefeuilles ministériels, nettement plus rachitiques...

Les découpages politiques empruntent toujours une part d’arbitraire. Ceux qui décident ont des raisons parfois peu perceptibles...

Il aurait fallu moins de ministres, spécifiquement à la Communauté française ?

Avec la sixième réforme de l’Etat, le ministre du Budget wallon, par exemple, deviendra un véritable ministre des Finances. A la Communauté, il devra évi-

ter toute dérive budgétaire, ce qui mérite bien un temps plein. Les transferts de compétences auraient pu justifier un plus grand nombre de ministres encore. On a trouvé un juste équilibre. Est-ce qu’on peut avoir des portefeuilles plus larges? Oui, évidemment. Mais il n’y a pas de “petits” ministères.

Il fallait aussi deux ministres-présidents différents, sans compétences propres ?

On a tout essayé... Il y a eu beaucoup de reproches, sous la présidence unique, parce que certains estimaient que la Communauté perdait son identité en étant absorbée par la Wallonie. On redonne des couleurs, un rayonnement et une identité à la Communauté. Pour ceux qui la défendent, c’est mieux.

Il y a cinq ans, on trouvait cohérent d’avoir un ministre-président unique...

On demandait au ministre-président d’être un peu schizophrène. Ces reproches n’ont plus lieu d’être.

Le choix de l’époque était mauvais ?

Non, mais la perception était différente. Dans les faits, le ministre-président avait été extrêmement attentif aux intérêts bruxellois. Mais la perception laissait croire que des besoins bruxellois n’étaient pas rencontrés.

Paul Magnette (PS) et Benoît Lutgen (CDH) avaient pourtant défendu une ministre-présidence unique pendant la campagne...

On peut souhaiter une chose, mais se rendre compte que l’effet escompté n’est pas atteint. Je pense qu’on peut vivre avec les deux régimes. Et, selon moi, ce régime-ci est excellent.

Il a votre préférence ?

Je vis très bien avec celui-ci...

On a l’impression que, au PS spécifiquement, il fallait surtout recaser des personnes? Demotte, Madrane, Flahaut...

Je trouve ça méchant (*sourire*)... Au contraire, on doit laisser sur le carreau d’autres personnalités de grand talent. A titre d’exemple, il était évident au PS qu’il fallait un représentant bruxellois dans le gouvernement de la Communauté. Et je suis ravi que ce soit Rachid Madrane, qui a des grandes qualités.

Il n’y a plus que vous, et René Collin (CDH), avec la double casquette Wallonie/

FWB. Ne risque-t-on pas d’avoir un manque de synergies entre les deux entités ?

Les synergies ne valent pas qu’entre la Wallonie et la Fédération. C’est aussi avec Bruxelles. Notre signal est de dire qu’il y a deux Régions et autant de synergies à créer de part et d’autre.

Dans cette logique, il aurait fallu des ministres clairement distincts...

On aurait pu. Mais on a considéré qu’avoir quelques ministres communs avait un intérêt pour la Wallonie. Et je n’ose pas imaginer ce qu’on aurait entendu si on avait fait ça... On a quelque chose de plus original aujourd’hui. Ce n’est pas mal d’être original quand on entame une nouvelle législature (*rires*).

Concernant le fédéral, on se dirige vers un gouvernement associant MR, N-VA, CD&V et Open VLD. Le PS en a fini avec ce niveau de pouvoir ?

Non. Mais le PS est peu associé aux discussions... Le jour où ils retrouveront nos numéros, nous répondrons...

Vous pensez que cela arrivera ?

En 2007, ils ont essayé pendant des mois de former un gouvernement sans nous et ils ont échoué...

Que pensez-vous de cette coalition dite “suédoise” ou “kamikaze” ?

Celui qui a inventé le terme de coalition “kamikaze” a tout à fait raison. Ceux qui vont monter dans ce gouvernement au nom des francophones (*Ndlr, le MR*) prennent une responsabilité immense sur l’avenir des droits des francophones et de leurs spécificités...

“Les transferts de compétences auraient pu justifier un plus grand nombre de ministres encore.”

JEAN-CLAUDE MARCOURT

Vice-Président PS

des gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Médias: "Je prendrai des initiatives"

Dans vos nouvelles compétences, vous héritez des Médias. Un portefeuille qui intègre à la fois les opérateurs privés et publics (dont la RTBF). On a beaucoup reproché à Fadila Laanan, en charge de l'Audiotvisuel et de la Presse dans le précédent gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, d'être surtout la ministre de la RTBF. Sera-ce aussi votre cas ? Et, ajoutent déjà certaines mauvaises langues, serez-vous le ministre de Tecteo, l'intercommunale liégeoise dont on vous sait proche et qui joue un rôle dans le secteur des médias ? C'est beaucoup de reproches en même temps (rires). J'arrive dans cette matière avec l'ambition d'être le ministre de l'ensemble des acteurs, que ce soit au niveau de

l'audiovisuel ou de la presse écrite. Il y a, dans les années qui viennent, un enjeu majeur pour tous ces acteurs : la transition numérique. Et j'entends bien être impartial à l'égard de chaque acteur existant. Mais ce qui est vrai, c'est que dans le budget général, celui de la RTBF pèse particulièrement lourd.

Les éditeurs de médias privés réclament, précisément, un rééquilibrage... Je sais. J'ai déjà réfléchi à ces enjeux avant la fin de la précédente législature et, dans les semaines à venir, on va pouvoir prendre des initiatives en concertation avec les acteurs (NdlR : comme ministre de l'Economie, M.Marcourt avait sollicité un rapport au bureau de consultance McKinsey sur les stratégies des groupes de médias).

Dans le cadre du plan Marshall et des pôles de compétitivité, le pôle "vert"

(Greenwin) semble devoir disparaître. Il n'y a aucune disparition prévue ! Il y a tout simplement une réflexion sur l'évolution des pôles. On en avait créé initialement cinq, auxquels on avait ajouté un sixième consacré aux nouveaux matériaux, à la chimie verte et à la construction. Mais en quoi ce pôle est-il plus vert que MecaTech ou Wagralim ? Les négociateurs PS-CDH ont tout simplement proposé de remettre à plat tous les pôles après huit ans de fonctionnement pour savoir s'il faut les faire évoluer ou non. Faut-il encore six pôles ? Doit-on davantage les intégrer ? Y a-t-il des redondances ? Doivent-ils s'associer ? On va en parler avec les principaux intéressés, en toute transparence et avec l'objectif de renforcer le potentiel économique de la Wallonie.

A.C. et P.-F.L